5.2 LES DIVORCES PRONONCÉS PAR LE JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES

La loi du 18 novembre 2016 a restreint fortement le recours à la voie judiciaire pour les divorces par consentement mutuel. Cela a entraîné une baisse marquée du nombre de divorces prononcés par la justice. En 2017, celui-ci s'établit à 90 000 (-29 % comparé à 2016) puis il évolue entre 60 000 et 70 000 sur 2018-2023. En 2025, le juge aux affaires familiales a prononcé 56 000 divorces, un chiffre en baisse de 5,7 % par rapport à 2024, après une diminution de 4,1 % entre 2023 et 2024. Le nombre de divorces prononcés par la justice atteint ainsi son plus bas niveau depuis 2017.

Près de la moitié des divorces prononcés en 2025 l'ont été pour altération définitive du lien conjugal (49 %) et près de quatre sur dix sont des divorces acceptés (39 %). Les divorces pour faute représentent 9,1 % des divorces prononcés en 2025. Les conversions de séparation de corps en divorce demeurent marginales (100) comme les divorces par consentement mutuel devant le juge, devenus résiduels depuis leur déjudiciarisation entrée en vigueur au 1er janvier 2017 (130).

Le nombre de divorces prononcés baisse quel que soit le type de fondement. Les divorces pour altération du lien conjugal diminuent légèrement en 2025 (- 2,0 % par rapport à 2024). Ils demeurent toutefois en nette hausse par rapport à 2019 (+50 %).

Les divorces acceptés poursuivent leur baisse observée depuis 2019 et diminuent de 8,6 % sur un an (-46 % par rapport à 2019), tandis que les divorces pour faute connaissent une baisse de 5,7 % par rapport à 2024.

En 2025, au moment du prononcé du divorce par le juge, les femmes sont âgées en moyenne de 46,5 ans, soit 3 ans de moins que les hommes (49,7 ans), une tendance observée quel que soit le type de divorce. Les époux sont légèrement plus âgés dans les divorces pour altération du lien conjugal ou pour faute (respectivement 48,6 et 48,8 ans) que dans les divorces acceptés (47,4 ans).

Les personnes ayant divorcé en 2025 sont restées mariées en moyenne 16,3 ans. La moitié des divorces prononcés en 2025 concernent des mariages dont la durée n'excède pas 14 ans. Par ailleurs, les divorces pour altération du lien conjugal ou pour faute viennent dissoudre des mariages légèrement plus longs (respectivement 16,6 et 17,1 ans) que les divorces acceptés (15,7 ans).

En 2025, plus de la moitié des couples ayant divorcé devant le juge n'avaient pas d'enfant mineur (56 %). Les couples avec au moins un enfant mineur représentaient 48 % des divorces pour faute, une proportion baissant à 46 % pour les divorces acceptés et à 42 % pour les divorces pour altération du lien conjugal.

Définitions et méthodes

Depuis 2004, les réformes successives de la procédure ont le double but de simplifier et de pacifier le divorce, en incitant les conjoints à trouver un terrain d'entente à tout moment de la procédure. Les trois types de divorces contentieux ont été modifiés.

Le « divorce sur demande acceptée » est devenu « **divorce accepté** » et se fonde sur le simple constat par le juge de l'accord des époux sur le principe de la rupture. Le « divorce pour rupture de la vie commune » est devenu « **divorce pour altération définitive du lien conjugal** » et peut intervenir après une séparation des deux époux d'un an. Le « **divorce pour faute** » reste la procédure la plus contentieuse.

La loi du 18 novembre 2016 a simplifié le **divorce par consentement mutuel**. Celui-ci ne fait plus intervenir le juge que dans des cas restreints. En dehors de ces cas, la convention de divorce prend la forme d'un acte sous signature privée qui n'est plus soumis à l'homologation d'un juge. Depuis 2021, la convention de divorce est préparée par les avocats des deux époux. Chaque conjoint a son propre avocat, de manière à garantir que son consentement soit éclairé et libre de toute pression. Cette convention est déposée au rang des minutes d'un notaire, qui contrôle le respect des exigences formelles.

Depuis le 1er janvier 2021, la phase de conciliation est supprimée, il n'y a plus qu'un seul acte de saisine du juge qui tient une audience pour orienter le dossier et statuer sur les mesures provisoires.

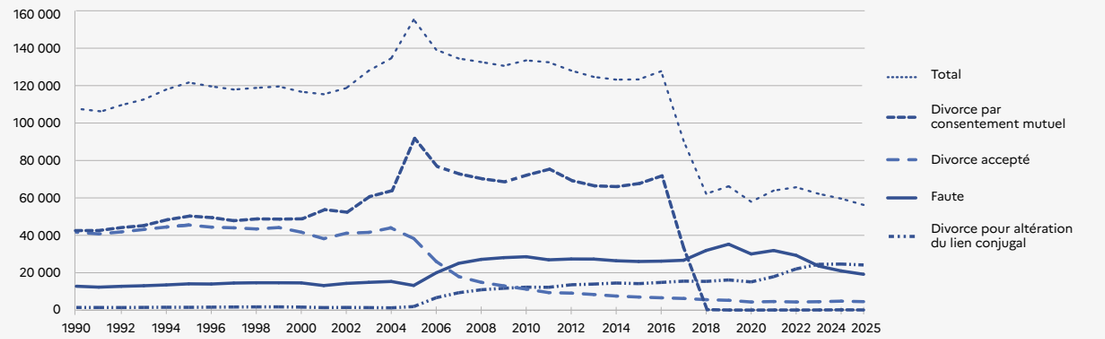
Champ : France. Les situations de séparation de fait sont exclues du champ, que les personnes soient mariées ou en concubinage.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus :
« Un tiers de divorces en moins de 15 ans » *Infos Rapides Justice* 19, novembre 2024
« Divorces : une procédure à deux vitesses », *Infostat Justice* 117, mai 2012.
« Les divorces prononcés de 1996 à 2007 », *Infostat Justice* 104, février 2009.

1. Les divorces prononcés par le JAF(1) depuis 1990 selon le type de divorce(2)

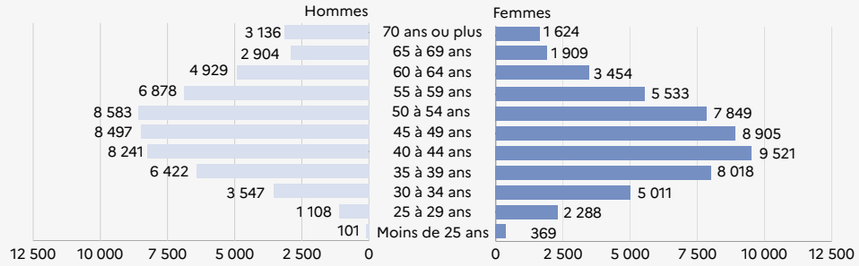
unité : affaire



(1) juge aux affaires familiales
(2) les conversions de séparations de corps en divorce et les divorces directs non déterminés n'apparaissent pas dans le graphique du fait des faibles effectifs

2. Âge des époux au jugement de divorce en 2025

unité : affaire



3. Divorces prononcés par le JAF (1) en 2025 selon la durée de mariage

unité : affaire

	Total	dont Divorce accepté	dont Divorce pour altération du lien conjugal	dont Divorce pour faute
Total	**56 229**	**21 781**	**27 458**	**5 137**
Moins de 5 ans	3 673	1 690	1 640	292
5 à 9 ans	9 586	3 806	4 795	846
10 à 14 ans	8 386	3 223	4 227	787
15 à 19 ans	6 589	2 660	3 170	635
20 à 24 ans	4 994	1 963	2 452	484
25 à 29 ans	3 355	1 347	1 647	317
30 à 34 ans	1 938	690	1 024	183
35 à 39 ans	1 204	421	618	142
40 ans et plus	1 635	501	905	192
Durée non déterminé	14 869	5 480	6 980	1 259
Durée moyenne (en années)	**16,3**	**15,7**	**16,6**	**17,1**

(1) juge aux affaires familiales

4. Divorces prononcés par le JAF (1) en 2025 selon le nombre d'enfants mineurs et le type de divorce

unité : affaire

	Total	dont Divorce accepté	dont Divorce pour altération du lien conjugal	dont Divorce pour faute
Total	**56 229**	**21 781**	**27 458**	**5 137**
Aucun enfant mineur	31 497	11 661	15 826	2 695
Un enfant	10 810	4 484	5 124	988
Deux enfants	9 353	3 986	4 230	928
Trois enfants	3 408	1 286	1 653	383
Quatre enfants ou plus	1 161	364	625	143

(1) juge aux affaires familiales